

# Libérer l'économie sociale

## Vers une société inclusive et résiliente

**RAPPORT D'INFORMATION**  
MAI 2022

En collaboration avec Deloitte



# Table des matières

3	Préface
4	Avant-propos
5	Résumé analytique
7	Introduction
8	<b>1. L'économie sociale expliquée</b>
9	1.1 Présentation de l'économie sociale
11	1.2 Un éventail de modèles économiques
12	1.3 Une ambition partagée pour l'économie sociale
13	1.4 Une vision mondiale de l'économie sociale
17	Bibliographie

## Mentions légales

Le présent document est publié par la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social et le Forum Économique Mondial en tant que contribution à un projet, à un domaine de réflexion ou à une interaction. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées ici sont le produit d'un processus de collaboration mené et approuvé par la Fondation Schwab, mais dont les résultats ne représentent pas nécessairement l'opinion de la Fondation Schwab, du Forum Économique Mondial, ni de l'ensemble de ses membres, partenaires ou autres parties prenantes.

Ce document a été créé en collaboration avec Deloitte. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent document ne représentent pas nécessairement l'opinion de Deloitte.

© 2022 Forum Économique Mondial et Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, y compris par photocopie et enregistrement, ou par tout système de stockage et de récupération d'informations.

# Préface



**Hilde Schwab,**  
cofondatrice et présidente  
de la Fondation Schwab  
pour l'entrepreneuriat social



**Sharon Thorne,**  
Présidente mondiale, Deloitte



**François Bonnici,**  
directeur de la  
Fondation Schwab  
pour l'entrepreneuriat  
social et responsable de  
l'innovation sociale au Forum  
Économique Mondial

Ce rapport d'information met en évidence les nombreuses manières dont l'économie sociale, alimentée par l'innovation sociale, peut relever certains des défis de développement les plus urgents de notre époque tout en contribuant à la création d'emplois et à une activité économique soutenue.

Malgré les progrès considérables réalisés en matière de développement au cours du dernier demi-siècle, le système économique mondial actuel ne dispose pas des outils appropriés pour relever les défis sociétaux de manière opportune, adéquate et équitable.

En revanche, le pouvoir de l'économie sociale et de ses modèles d'entreprise axés sur les valeurs ont montré que les défis sociétaux pouvaient également constituer des opportunités. L'économie sociale a créé une croissance économique mondiale inclusive et résiliente. Son potentiel à promouvoir la réalisation des objectifs de développement envisagés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est immense.

Ce rapport est le résultat d'un effort de méta-recherche, rassemblant des chercheurs, praticiens et experts de l'économie sociale du monde entier. Il offre un aperçu du fonctionnement du secteur, de son potentiel et des obstacles qu'il cherche à surmonter.

Les travaux qui sous-tendent ce rapport ont été menés par la Fondation Schwab, Catalyst 2030 et Euclid Network, dans le cadre de la COVID Response Alliance for Social Entrepreneurs (Alliance de réponse COVID pour les entrepreneurs sociaux) et du Centre for the New Economy and Society (Centre pour la nouvelle économie et la société) du Forum Économique Mondial. Ce rapport a été créé en partenariat étroit avec Deloitte et le groupe de travail sur la libération de l'économie

sociale présidé par l'Alliance de réponse COVID, avec des experts en économie sociale issus d'organisations multilatérales, d'organisations non gouvernementales, d'entreprises privées et d'entreprises sociales. Leurs précieuses observations ont contribué à l'élaboration de ce rapport global complet, dont l'objectif est clairement de libérer tout le potentiel de l'économie sociale dans le monde.

Pour réaliser ce potentiel, deux changements sont nécessaires. Premièrement, faire progresser l'économie sociale en tant que secteur. Deuxièmement, appliquer les leçons de l'économie sociale au processus collectif de création d'économies nationales et mondiales plus inclusives et durables. Pour concrétiser ces deux changements, le présent rapport présente une série de priorités politiques dont il a été prouvé qu'elles font progresser l'économie sociale dans différents contextes.

À travers ce rapport, nous proposons une introduction à l'économie sociale et commençons à expliquer son potentiel pour la conduite d'une transition numérique inclusive et d'une économie verte. Nous présentons des priorités politiques tangibles permettant aux décideurs politiques publics de faire progresser l'économie sociale et d'évoluer vers un système économique fondé sur les valeurs. Nous espérons également inciter les entreprises à s'associer aux innovateurs sociaux et à adopter leurs pratiques. Plus important encore, nous visons à stimuler le dialogue entre les décideurs politiques, les chefs d'entreprise, les acteurs de l'économie sociale et la société civile du monde entier afin de façonner le futur programme de l'économie sociale.

# Avant-propos



Nicolas Schmit,  
Commissaire européen à  
l'emploi et aux droits sociaux

L'Europe est à la croisée des chemins. La guerre en Ukraine est un dur rappel de l'importance de la paix et des sociétés démocratiques et cohésives. Nous devons collaborer étroitement en temps de paix et faire preuve de solidarité en temps de guerre. Je salue l'énorme travail des citoyens de nos États membres et de nos régions qui œuvrent sans relâche pour soutenir tous les Ukrainiens touchés par cette catastrophe.

Depuis le début de la guerre, les organisations d'économie sociale dans toute l'Europe se sont rapidement mobilisées afin de trouver des moyens innovants de fournir de la nourriture et des abris et de répondre aux besoins essentiels des personnes fuyant l'Ukraine. Au cours des difficiles années de reprise qui s'annoncent, les entreprises sociales joueront un rôle crucial dans la mise en place de réseaux auxquels les entrepreneurs ukrainiens pourront accéder pour obtenir une formation, un financement, un emploi ou une aide au lancement de leur entreprise dans l'UE. L'économie sociale joue également un rôle essentiel dans la prise en charge des personnes en situation de handicap et des personnes vulnérables venant d'Ukraine.

La pandémie de COVID-19 a révélé l'importance d'une économie sociale de marché forte. En Europe et au-delà, nous entendons des appels à une économie plus durable, inclusive et résiliente. C'est l'une des priorités de la Commission européenne et l'économie sociale a été identifiée comme un outil clé pour atteindre cet objectif.

Des rapports comme celui-ci contribuent à maintenir la dynamique de l'économie sociale et sont des outils importants pour sensibiliser à sa valeur et à son potentiel. Ils fournissent également des informations précieuses sur les bonnes pratiques et les approches visant à créer un écosystème favorable à l'économie sociale. Ce n'est qu'en unissant nos forces et en apprenant les uns des autres que nous pourrions donner à l'économie sociale l'impulsion qu'elle mérite.

Comme le souligne le présent rapport, l'économie sociale en Europe compte 2,8 millions d'organisations et entités, et plus de 13 millions de travailleurs, soit plus de 6 % de la main-d'œuvre totale. Mais nous pouvons être encore plus ambitieux. Libérons

tout le potentiel de l'économie sociale en Europe, en particulier dans les endroits où ces modèles économiques sont les moins développés.

Le plan d'action de la Commission européenne en faveur de l'économie sociale poursuit trois grands objectifs : créer un cadre propice à l'essor de l'économie sociale, offrir des possibilités de développement aux entités de l'économie sociale et améliorer la reconnaissance de l'économie sociale et de son potentiel.

Il est essentiel d'accroître la visibilité de l'économie sociale et de créer un environnement permettant à ses entités de prospérer. L'adoption du plan d'action marque le début d'une nouvelle phase dans la reconnaissance et le développement de ce modèle économique. Un résultat important du plan d'action sera une proposition de recommandation du Conseil, prévue pour 2023, qui comprendra des recommandations pour les domaines tels que les marchés publics socialement responsables, la fiscalité et les aides d'État. En 2023 également, nous lancerons le portail européen de l'économie sociale, un point d'entrée unique pour tous ceux recherchant des informations fiables sur les financements, les politiques et les initiatives de l'UE.

Le degré de développement de l'économie sociale dans les pays non membres de l'UE varie considérablement. Certains ont des traditions de longue date dans certains domaines de l'économie sociale, tandis que pour d'autres, les modèles d'économie sociale commencent seulement à émerger. Dans le cadre de notre plan d'action, nous renforcerons le dialogue et la collaboration concernant l'économie sociale avec des partenaires internationaux clés tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques, le groupe de travail inter-agences des Nations unies sur l'économie sociale et solidaire, l'Organisation internationale du travail et le Forum Économique Mondial.

Je salue l'excellent travail de la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social et je compte sur son soutien et son expertise pour nous aider à atteindre notre objectif commun, qui est de porter l'économie sociale vers l'avant.

# Résumé analytique

Le monde est confronté aux défis interconnectés de l'inégalité et du changement climatique, ainsi qu'aux risques économiques, environnementaux, technologiques, géopolitiques et de santé publique qui y sont associés.

La pandémie de COVID-19, par exemple, n'est pas une crise ordinaire. La pire urgence sanitaire depuis plus d'un siècle a causé des dommages structurels à l'économie réelle et à la vie des gens à une échelle que les outils traditionnels de relance budgétaire et monétaire ont eu du mal à traiter. L'inadéquation entre la nature du choc et les leviers macroéconomiques disponibles pour y faire face a suscité un regain d'intérêt pour les modèles de développement économique inclusifs, qui renforcent la cohésion sociale et s'attaquent aux inégalités sociales.

Au fil des décennies, les entreprises sociales, les coopératives et les organisations à but non lucratif innovantes et entreprenantes ont donné la priorité aux valeurs sociales et environnementales, et ont fait la différence là où cela compte : sur le terrain, parmi les millions de communautés et d'écosystèmes naturels confrontés à des dommages et pertes. Ces acteurs adoptent des objectifs sociaux et des modèles de gouvernance explicites, et travaillent avec des groupes confrontés à des obstacles liés au sexe, à l'origine ethnique, aux capacités et à la classe économique. Désignés conjointement sous le nom d'économie sociale, ils assurent un développement économique inclusif et durable.

Les gouvernements reconnaissent le potentiel de l'économie sociale pour relever les défis nationaux et mondiaux, alors que des plans de relance et de transition sont élaborés pour faire face à la pandémie et au changement climatique. Malgré leur potentiel, les économies sociales du monde entier se heurtent à des obstacles communs qui les empêchent de se développer, comme une visibilité limitée, l'absence d'un cadre juridique et réglementaire favorable ainsi qu'un accès restreint aux marchés.

Pour libérer le potentiel de l'économie sociale, deux changements sont nécessaires :

- Faire progresser l'économie sociale existante en développant un écosystème favorable
- Exploiter le potentiel de l'économie sociale pour recalibrer l'économie générale afin qu'elle soit davantage axée sur les valeurs

Pour aider à la réalisation du **premier changement**, ce rapport présente cinq priorités politiques concrètes pouvant être développées par les gouvernements afin de construire des économies plus inclusives et résilientes :

## 1. Reconnaître l'économie sociale et mettre en place des cadres réglementaires favorables

La reconnaissance politique des acteurs de l'économie sociale, un dialogue régulier avec eux et le développement d'environnements réglementaires favorables se sont avérés essentiels pour la croissance du secteur.

## 2. Créer des incitations au financement, à la fiscalité et à l'investissement

Les gouvernements peuvent développer l'économie sociale par le biais d'investissements publics, d'une fiscalité favorable et en encourageant les investissements privés dans le secteur. Les mécanismes comprennent des incitations fiscales, l'allègement des obstacles réglementaires, l'exploitation des cadres fiscaux, la réduction des risques liés au financement privé et le développement de mécanismes hybrides associant investissements publics et privés.

## 3. Développer l'éducation et la recherche

Le développement et l'amélioration de l'éducation et de la recherche sur l'innovation sociale, les entreprises sociales et l'économie sociale dans les écoles et les universités peuvent accroître la visibilité de l'économie sociale et ainsi attirer l'expertise et les talents.

## 4. Améliorer l'inclusivité des circuits d'approvisionnement publics et privés

Le secteur public peut choisir d'acheter des biens et services à des entreprises apportant une valeur sociale et environnementale, ou dirigées par des femmes, des groupes minoritaires ou des personnes en situation de handicap. Ainsi, l'approvisionnement devient un moyen d'atteindre des objectifs allant au-delà de la fourniture de produits ou services, tels que la réinsertion des demandeurs d'emploi de longue durée sur le marché du travail et l'intégration de groupes exclus ou vulnérables dans les réseaux sociaux et de recrutement. Les gouvernements peuvent également créer des incitations fiscales pour que le secteur privé s'approvisionne auprès de l'économie sociale.

**L'économie sociale représentait environ 7 % du PIB mondial en 2017 et augmente l'emploi dans l'ensemble des économies<sup>1</sup>. Rien qu'au sein de l'UE, on comptait 2,8 millions d'entreprises d'économie sociale en 2020, employant 13,6 millions de personnes, ce qui représente jusqu'à 9,9 % du taux d'emploi dans certains pays<sup>2</sup>.**

## 5. Collecter, mesurer et visualiser les données relatives à l'impact social

Pour accroître la visibilité du secteur, les gouvernements sont encouragés à mesurer et à présenter systématiquement des statistiques sur l'économie sociale allant au-delà des indicateurs traditionnels (par exemple, la contribution à la croissance économique et la création d'emplois) et rendant compte des impacts sociaux et environnementaux de l'économie sociale, avec des mesures allant au-delà du PIB.

Le **deuxième changement** va au-delà du développement du secteur de l'économie sociale existant et vise à recalibrer l'économie générale pour qu'elle soit davantage axée sur les valeurs. Les acteurs de l'économie sociale sont souvent à l'origine d'innovations sociales et environnementales et ont l'habitude de co-développer des solutions qui sont ensuite adoptées par l'économie générale. Ils peuvent apporter des contributions socialement justes et inclusives aux transitions verte et numérique, et peuvent servir de source d'inspiration au secteur privé dans ses objectifs ESG.

Les deux priorités politiques définies dans ce rapport pour recalibrer l'économie générale sont les suivantes :

1. **Renforcement de la responsabilité et adoption d'une taxonomie**
2. **Soutien à l'innovation et aux modèles d'entreprise participatifs**

Grâce à l'adoption de cadres de responsabilité, de taxonomies de rapports sociaux et de modèles d'entreprise et de gouvernance plus participatifs, l'économie sociale peut contribuer à la transformation structurelle de notre modèle économique actuel et de ses défis persistants.

En effectuant dès maintenant les transitions nécessaires, l'économie sociale peut contribuer à accélérer les économies existantes vers un avenir plus inclusif et durable. Cela permettra d'éviter des milliers de milliards de dollars de coûts qui pourraient dans le cas contraire émaner de l'incapacité à assurer une plus grande cohésion sociale, à lutter contre les inégalités systémiques et à atténuer le changement climatique et ses effets.

Photo : Novica, États-Unis



# Introduction

## L'économie sociale a le potentiel pour générer de nouveaux emplois dans le cadre d'une reprise inclusive vers une économie fondée sur les valeurs.

L'objectif de ce rapport d'information est de présenter l'économie sociale comme un mécanisme éprouvé et une opportunité pour lutter contre les inégalités socio-économiques actuelles. Il s'appuie sur un ensemble riche et diversifié de recherches disponibles sur l'émergence de l'économie sociale depuis plusieurs décennies, qui ont prouvé à plusieurs reprises le potentiel du secteur à mener un développement inclusif et durable. Ce rapport montre la nette capacité de l'économie sociale à s'attaquer aux inégalités grâce à l'innovation sociale, à mener le développement inclusif des communautés locales, à construire un modèle de transition numérique et verte inclusive, et à créer des systèmes socio-économiques qui s'avèrent résilients en cas de crise.

En outre, il révèle la prévalence de l'économie sociale dans les différentes régions du monde et souligne sa portée ainsi que les différents environnements politiques dans lesquels elle opère. Divers défis à l'accélération de l'émergence de l'économie sociale sont identifiés à travers les régions, allant du manque de visibilité et de cadres réglementaires favorables aux obstacles à l'accès aux marchés et aux financements.

Pour libérer le potentiel de l'économie sociale, deux changements sont présentés dans ce rapport. Le premier changement fait progresser l'économie sociale existante. Le deuxième changement consiste à recalibrer l'économie générale pour qu'elle soit davantage axée sur les valeurs.

Les responsables politiques jouent un rôle particulier dans la création d'un environnement politique favorable à la réalisation de ces deux changements. Les principales priorités politiques pour le premier changement sont les suivantes :

- Reconnaître l'économie sociale et mettre en place des **cadres réglementaires** favorables
- Améliorer l'accès au capital en créant des incitations au **financement, à la fiscalité et à l'investissement**
- Sensibiliser et attirer les talents locaux vers l'économie sociale en développant l'**éducation et la recherche**.
- Permettre l'accès aux marchés importants en rendant les **circuits d'approvisionnement** publics et privés plus inclusifs
- Reconnaître l'économie sociale en collectant, mesurant et **visualisant les données sur l'impact social**

Le deuxième changement consiste à tirer parti de ce que l'économie sociale peut offrir à l'économie générale et à multiplier son impact. Les principales priorités politiques de ce changement sont les suivantes :

- **Renforcer la responsabilisation et adopter une taxonomie** : élaboration de politiques en matière de responsabilisation, de gouvernance et de transparence, sur la base des observations du secteur de l'économie sociale
- **Soutenir l'innovation et les modèles d'entreprise participatifs** : intégrer et renforcer ces politiques pour recalibrer l'économie existante afin qu'elle soit davantage axée sur les valeurs

En permettant ces deux changements, les décideurs politiques pourront aller au-delà de la réponse immédiate à la crise pour créer des systèmes socio-économiques plus résilients et inclusifs pour l'avenir.

### Méthodologie du rapport

Le présent rapport est une méta-analyse d'études indépendantes et utilise une approche méthodologique mixte, impliquant :

- L'examen de plus de 104 revues, rapports, ouvrages et articles existants concernant l'économie sociale, les acteurs de l'économie sociale et les contextes nationaux spécifiques
- Quinze entretiens semi-structurés avec des experts, des décideurs politiques et des praticiens, y compris des représentants de gouvernements, d'organisations internationales, d'entreprises sociales, d'entreprises privées, d'organisations non gouvernementales et d'universités
- Trois cycles de consultation avec le groupe de travail sur la libération de l'économie sociale du Forum Économique Mondial

Une première analyse de la documentation a permis d'éclairer le rapport concernant les indications des impacts de l'économie sociale dans le monde entier, tandis que les entretiens ont permis d'approfondir les obstacles actuels au développement de l'économie sociale et son potentiel à résoudre une multitude de défis sociétaux. Les résultats des entretiens ont ensuite été complétés par une deuxième phase d'analyse documentaire.

1

# L'économie sociale expliquée

S'appuyant sur des décennies d'expérience acquise par les organisations à impact, l'économie sociale a créé un secteur économique plus inclusif et durable. L'économie sociale offre un moyen de reconceptualiser les modèles socio-économiques actuels, en donnant un objectif, pour une économie résiliente et adaptée à l'avenir.

Photo : Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social, Suisse



# 1.1 Présentation de l'économie sociale

L'économie sociale comprend de multiples modèles dont l'ambition commune est de créer un paradigme économique plus inclusif et durable. Elle est composée d'un ensemble très hétérogène d'acteurs privés, dont des associations, des coopératives, des fondations, des organisations à but non lucratif, des groupes de bénévoles et des entreprises sociales. Les acteurs de l'économie sociale peuvent varier considérablement en

termes de forme juridique, de propriété, de taille, d'orientation sectorielle et de public cible. Ils sont présents dans tous les secteurs, travaillant dans l'éducation, la santé, la protection sociale, les services financiers et d'assurance, le logement et l'immobilier, l'agriculture et la sylviculture, la technologie et la gestion des déchets, ainsi que dans les arts, la culture et les médias (voir l'illustration 1)<sup>3</sup>.

ILLUSTRATION 1 : Présentation d'une économie sociale fondée sur les valeurs



Les acteurs de l'économie sociale partagent l'ambition de créer un impact sociétal positif. Ils accordent la priorité aux personnes et à l'environnement et réinvestissent la majeure partie de leurs bénéfices dans leurs organisations ou les redirigent vers les causes ou les bénéficiaires de leur choix<sup>4</sup>.

L'économie sociale place les opportunités et défis sociaux et environnementaux au centre de

l'activité économique. Ce qui rend l'économie sociale unique, c'est qu'elle place « l'utilité avant le profit ». Les acteurs de l'économie sociale exercent des activités dans l'intérêt de leurs membres et bénéficiaires (« intérêt collectif ») ou de la société dans son ensemble (« intérêt général ») et agissent en conséquence<sup>5</sup>. Bien qu'il n'existe pas de définition universellement reconnue de l'économie sociale, et que le contexte varie selon les régions, la plupart des définitions

contiennent ces éléments clés. Une compréhension commune des caractéristiques essentielles et de l'écosystème global sera primordiale pour permettre la conception de politiques soutenant de manière optimale les acteurs socio-économiques<sup>6</sup>.

Historiquement, ces organisations ont placé l'utilité sociétale et environnementale avant le profit. Toutefois, une tendance s'est récemment

dessinée : les acteurs de l'économie sociale, notamment les entreprises sociales, offrent à la fois utilité et profit.

Quelques exemples de la diversité des entités juridiques au sein de l'économie sociale peuvent être observés dans l'illustration 2, qui décrit la portée des différents modèles et entités juridiques, sans en constituer une analyse exhaustive.

## ILLUSTRATION 2 : Catégories d'organisations d'économie sociale



### Associations

Les associations poursuivent généralement un objectif sociétal et/ou promeuvent un intérêt sociétal. Elles se caractérisent par une adhésion volontaire et des droits de vote égaux. Elles s'engagent souvent dans des activités de bénévolat ou de défense des droits<sup>7</sup>.



### Coopératives

Les coopératives sont généralement des associations de personnes réunies autour d'un ensemble commun de valeurs et de besoins sociaux, économiques et/ou culturels. Ce sont des entreprises détenues collectivement et gouvernées démocratiquement<sup>8</sup>.



### Fondations

Les fondations se caractérisent par leur structure de gouvernance. Elles sont le plus souvent dirigées par des membres du conseil d'administration ou des administrateurs nommés et reçoivent des dons ou des cadeaux. Elles peuvent financer et entreprendre des recherches, soutenir des projets, accorder des subventions ou financer des activités bénévoles<sup>9</sup>. Elles financent ou entreprennent souvent leurs propres projets pour répondre à des besoins sociétaux ou environnementaux, conformément à leurs principes et valeurs<sup>10</sup>.



### Sociétés mutuelles

Les sociétés mutuelles sont des entreprises fournissant des services d'assurance, des régimes complémentaires de sécurité sociale et des services à caractère social de faible valeur. Leur objectif principal est de satisfaire les besoins communs sans réaliser de bénéfices ni de retour sur capital<sup>11</sup>. Elles sont souvent gouvernées démocratiquement, sur la base de principes de solidarité entre les membres<sup>12</sup>.



### Organisations à but non lucratif

Les organisations à but non lucratif ne recherchent pas le profit comme objectif principal, mais servent plutôt l'intérêt public. Les organisations à but non lucratif dépendent généralement de financements externes et ne paient souvent pas d'impôt sur le revenu, en reconnaissance de leur mission de service au public<sup>13</sup>. Cependant, certaines organisations à but non lucratif ont adopté des activités hybrides, telles que l'obtention de revenus ou la fourniture de services sous contrat aux gouvernements afin d'améliorer leurs flux de revenus<sup>14</sup>. Les organisations à but non lucratif sont le pilier de la société civile organisée et cherchent à faire des revendications, à fournir des services et à demander des comptes aux parties prenantes dans le but de résoudre les problèmes de société.



### Entreprises sociales/à impact

Les entreprises sociales ou les entreprises à impact placent les objectifs sociaux ou environnementaux au premier plan et utilisent souvent une méthode entrepreneuriale, à but lucratif et innovante pour fournir des biens et services. Elles sont souvent gouvernées démocratiquement et peuvent reverser leurs bénéfices à leurs parties prenantes, à l'entreprise ou, dans certains cas, aux actionnaires<sup>15</sup>.

## 1.2 Un éventail de modèles économiques

Outre la définition traditionnelle de l'économie sociale, d'autres acteurs économiques contribuent à des économies plus inclusives et durables. De nombreuses entreprises sont animées par des valeurs sociales depuis des siècles. Les civilisations de l'Inde ancienne, de Babylone et de Rome ont pour la première fois codifié des entités juridiques telles que des sociétés, des associations et des entreprises pour créer un impact social en fournissant éducation, services publics, philanthropie et conseils spirituels. Cependant, ce lien net entre activité économique et sociale s'est de plus en plus distendu avec la formalisation de la constitution en société unique qui a eu lieu au 19<sup>ème</sup> siècle<sup>16</sup>.

Néanmoins, les pratiques commerciales ont continué à faire évoluer leurs valeurs sociales parallèlement à leurs efforts économiques, en cultivant des liens informels et formels entre leurs activités et les questions sociétales<sup>17</sup>. Aujourd'hui, les entreprises utilisent de plus en plus de paramètres et de normes non financières lors de la publication de leurs performances environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). En septembre 2020, le Forum Économique Mondial, aux côtés de nombreux partenaires du secteur privé, a lancé son initiative Stakeholder Capitalism Metrics (mesures du capitalisme des parties prenantes), afin de favoriser la convergence entre les cadres ESG existants vers un ensemble commun de mesures, permettant une comparaison des données ESG entre les entreprises à travers les régions et les industries<sup>18</sup>.

### Rapports ESG

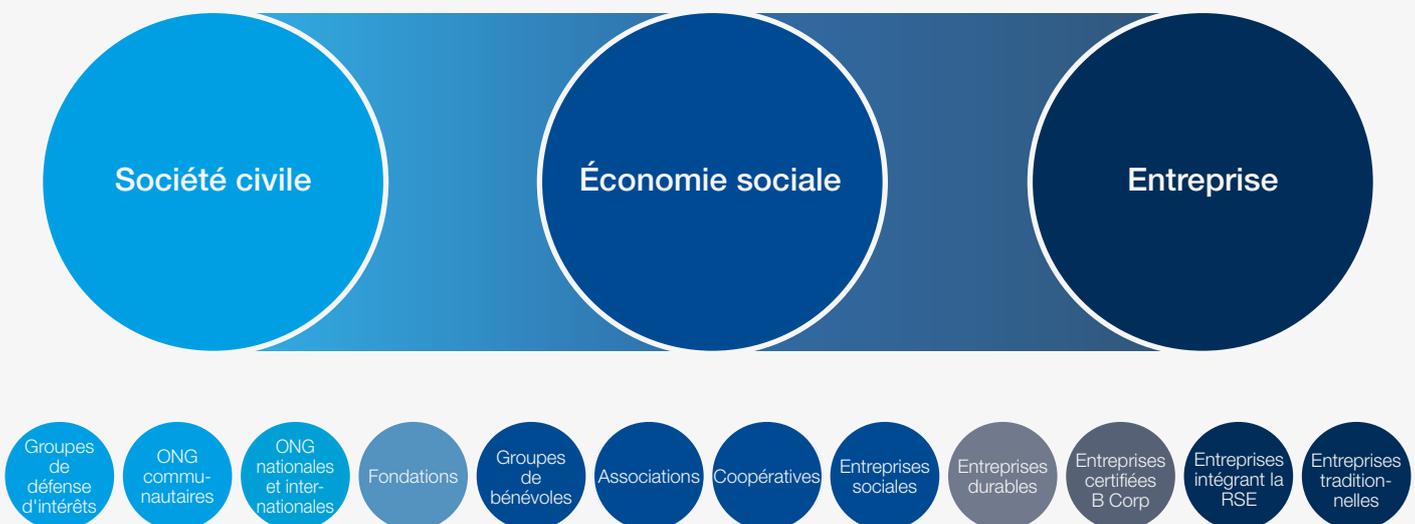
La publication d'informations sur les performances des entreprises en matière de développement durable est une initiative de responsabilisation des parties prenantes qui a vu le jour il y a un peu plus de 30 ans. Aujourd'hui, la publication de données concernant le développement durable, également appelée critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) ou rapport non financier, est plus significative que jamais pour de nombreux publics, y compris les décideurs politiques, les consommateurs, les employés, les investisseurs et les organisations de la société civile. Les grandes entreprises et leurs conseils d'administration, qui assument la responsabilité de l'ensemble des rapports d'entreprise, cherchent désormais non seulement à rendre des comptes aux actionnaires, mais aussi à définir leur utilité et leurs avantages à l'ensemble des parties prenantes<sup>19</sup>.

L'illustration 3 montre le spectre des modèles organisationnels, de la société civile à l'entreprise, avec les modèles d'économie sociale à l'intersection. Les organisations de la société civile comme les ONG occupent une place spécifique dans le système, en assurant le développement sociétal et communautaire dans des niches où ni les gouvernements ni les entreprises ne sont actifs, ou en défendant les droits des citoyens<sup>20</sup>. Les efforts philanthropiques des fondations privées

et des entreprises jouent un rôle essentiel pour soutenir financièrement ces organisations de la société civile et faire en sorte qu'elles puissent remplir leur rôle au sein du système global.

L'éventail des acteurs de l'économie sociale se distingue par le fait que leur objectif principal est de créer des solutions ayant un impact sur la société et l'environnement.

ILLUSTRATION 3 : Les acteurs de l'économie sociale à mi-chemin entre le caritatif et le commercial



Source : Adapté de J. Kingston Venturesome, CAF Venturesome et European Venture Philanthropy Association (2015)

## 1.3 Une ambition partagée pour l'économie sociale

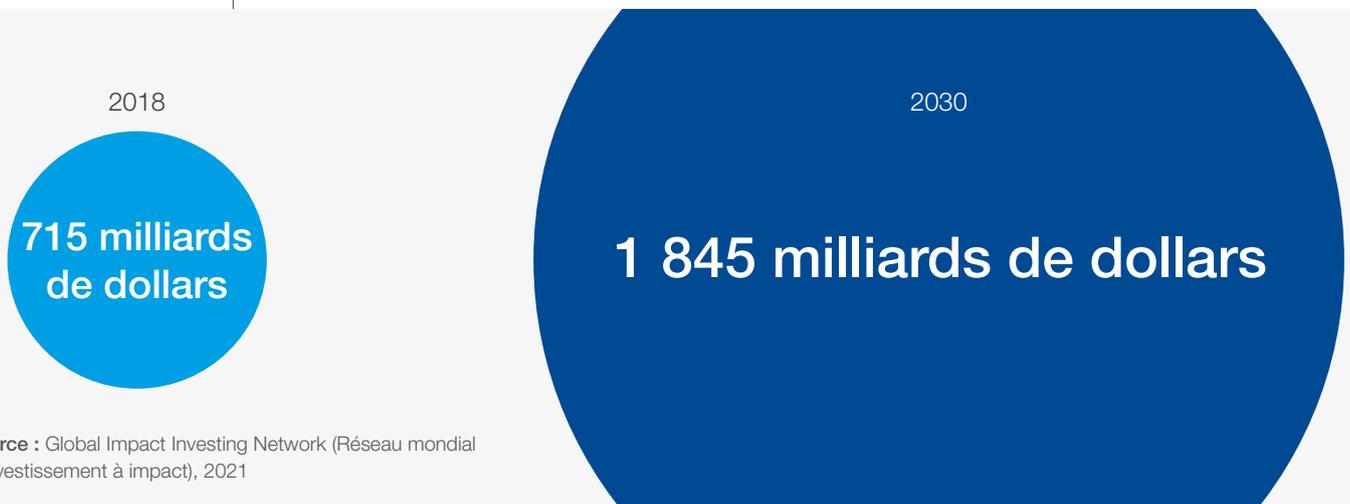
Les acteurs de l'économie sociale partagent une ambition et sont liés par des valeurs spécifiques pour créer des opportunités économiques plus inclusives et durables, caractérisées par des méthodes de travail spécifiques<sup>21</sup> :

- Lancement d'innovations sociales et environnementales et co-développement de solutions
- Valorisation et soutien aux communautés locales pour le développement et le progrès en améliorant les possibilités d'emploi sur les marchés locaux
- Contribution à un changement durable vers une économie verte en utilisant une approche basée sur les valeurs

- Conduite d'une transition numérique inclusive en démocratisant et en augmentant l'accès aux outils numériques
- Renforcement de la résilience aux chocs et amortissement des impacts négatifs des crises sur les communautés
- Encouragement du secteur privé pour l'adoption de pratiques commerciales plus inclusives et durables

Cette ambition partagée a permis aux acteurs de l'économie sociale de renforcer leurs attributs spécifiques et a fait ses preuves en tant que générateur d'impacts positifs sur les sociétés et l'environnement dans différentes économies mondiales.

ILLUSTRATION 4 : **Marché des investissements à impact - prévisions à l'horizon 2030**



Source : Global Impact Investing Network (Réseau mondial d'investissement à impact), 2021

Parallèlement, les formes de capital exigeant un retour au-delà du profit monétaire se développent. Le marché de l'investissement à impact totalisait un montant estimé à 715 milliards de dollars<sup>22</sup> d'actifs sous gestion en 2019. Si ces actifs devaient croître à un taux de 9 %<sup>23</sup> par an, nous pourrions prévoir que ce marché atteigne à lui seul 1 845 milliards de dollars en 2030 (voir l'illustration 4).

La Harvard Kennedy School a récemment estimé la valeur des actifs détenus par les fondations philanthropiques mondiales à 1 500 milliards de dollars, avec un pouvoir d'achat annuel de 150 milliards de dollars sur un marché en pleine croissance, composé principalement de jeunes organisations<sup>24</sup>. De même, les dépenses d'aide étrangère se sont élevées à 161 milliards de dollars en 2020, une année record<sup>25</sup>.

## 1.4 Une vision mondiale de l'économie sociale

L'écosystème de l'économie sociale est déjà présent dans toutes les régions du monde, mais sa taille et sa maturité varient considérablement d'un pays à l'autre, tout comme les politiques qui le régissent et le rendent possible. Les environnements politique, juridique et économique définissent les priorités de chaque pays et leur niveau d'implication dans l'économie sociale. Certains pays ont déjà mis en place un écosystème favorable, avec des mécanismes de rapports et des financements publics, catalysant l'innovation sociale<sup>26</sup>.

L'économie sociale, avec sa diversité de modèles d'entreprise et d'acteurs, est présente dans le monde entier. Confrontés à des défis et à des contextes politiques différents, ils s'attaquent à divers problèmes tels que la réduction des inégalités, la mise en œuvre d'initiatives en faveur de la nature et la création de communautés plus résilientes. Si l'on considère les différentes régions géopolitiques, l'économie sociale se manifeste de nombreuses manières différentes, dont certains exemples sont présentés dans l'illustration 5.

ILLUSTRATION 5 : Aperçu de l'économie sociale par région géopolitique

Région	Origine et position de l'économie sociale dans la région	Exemples de contexte politique et ampleur de l'économie sociale
 <p><b>Asie-Pacifique</b></p>	<p>L'économie sociale n'est pas un phénomène nouveau en Asie-Pacifique<sup>27</sup>. Toutefois, des termes tels qu'« économie à impact » et « économie inclusive » sont également utilisés. Les politiques gouvernementales relatives à ces programmes ont pris de l'ampleur dans la région.</p> <p>L'Asie-Pacifique regroupe un ensemble diversifié de sous-régions, dont l'Asie centrale, l'Asie du Nord-Est, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud et le Pacifique. Dans de nombreux pays, le concept d'économie sociale est complètement inconnu. Dans les autres, l'économie sociale se trouve à différents stades de développement, en raison de la diversité des environnements politiques et des niveaux de développement socio-économique, ainsi que du climat favorable aux entreprises<sup>28</sup>.</p>	<p>Des politiques gouvernementales visant à favoriser l'émergence de pratiques et de modèles commerciaux innovants, tels que l'entreprise sociale, l'investissement à impact et l'entreprise inclusive, voient le jour.</p> <p>À l'échelle nationale, les gouvernements ont mis en place une législation visant à promouvoir l'entrepreneuriat social, comme la loi sur la promotion des entreprises sociales en Corée du Sud, et à encourager l'investissement à impact, comme par le biais d'initiatives d'obligations à impact social au Japon.</p> <p>À l'échelle régionale, les ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ont approuvé les « Lignes directrices pour la promotion du commerce inclusif au sein de l'ANASE », faisant de l'ANASE la première région au monde à approuver un tel ensemble de lignes directrices visant à promouvoir le commerce inclusif<sup>29</sup>.</p> <p>Le travail informel dans la région emploie 1,3 milliard de personnes, la plus grande force de travail informelle au monde<sup>30</sup>. Rien qu'en Asie du Sud-Est, on compte jusqu'à un million d'entrepreneurs sociaux<sup>31</sup>. En Corée du Sud, on estime que l'économie sociale représente 3 % du PIB du pays<sup>32</sup>.</p>

Photo : Proximity Designs, Myanmar



Région	Origine et position de l'économie sociale dans la région	Exemples de contexte politique et ampleur de l'économie sociale
 <p><b>Afrique subsaharienne</b></p>	<p>L'Afrique subsaharienne se caractérise par une économie sociale largement informelle, de nombreux acteurs de l'économie sociale poursuivant un objectif fort sans être nécessairement reconnus comme des acteurs de l'économie sociale. Cela les rend généralement moins dépendants des subventions que dans d'autres régions.</p> <p>Si la plupart des acteurs sont de taille modeste, certains opèrent à plus grande échelle<sup>33</sup>. Les principaux moteurs de l'utilité dans la région sont la création d'emplois, la santé, l'éducation et l'agriculture. On observe également une forte présence d'activités entrepreneuriales motivées par la nécessité et émergeant des communautés locales<sup>34</sup>.</p> <p>Les ONG n'ayant pas la possibilité de faire du commerce ou d'opérer selon les forces du marché, les acteurs de l'économie sociale choisissent donc souvent les entités juridiques à but lucratif qui leur sont accessibles. Cela peut rendre plus difficile l'accès au capital d'investissement à impact.</p>	<p>Le gouvernement du Ghana a élaboré une politique d'entreprise sociale (GSEP)<sup>35</sup>.</p> <p>L'Organisation internationale du travail (OIT), le gouvernement flamand et le département national de développement économique d'Afrique du Sud élaborent une politique d'économie sociale visant à créer un accès à des emplois décentés et à promouvoir l'inclusion sociale et la durabilité environnementale<sup>36</sup>.</p> <p>Le nombre d'emplois créés par les entreprises sociales en Afrique subsaharienne était estimé entre 28 et 41 millions en 2020<sup>37</sup>.</p> <p>Un livre vert du ministère sud-africain du commerce, de l'industrie et de la concurrence a estimé l'économie sociale à plus de 240 000 acteurs de l'économie sociale ayant généré environ 4,5 % du PIB et 5,6 % des emplois, soit plus de 900 000 emplois en 2019<sup>38</sup>.</p>
 <p><b>Europe</b></p>	<p>L'élan en faveur de l'économie sociale diffère entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale. Dans le sud-ouest de l'Europe, la notion d'économie sociale et solidaire existe depuis longtemps. Ainsi, on observe une plus grande reconnaissance de l'économie sociale en Europe occidentale.</p> <p>En Europe de l'Est, cette notion est moins bien établie, bien que certains pays comme la Lettonie aient développé des lois sur les entreprises sociales.</p> <p>Les pays d'Europe de l'Est montrent un intérêt pour le renforcement de leurs économies sociales, avec des acteurs dans les domaines de l'éducation, de la technologie et de la participation des jeunes.</p>	<p>La taille des économies sociales varie dans l'Union européenne (UE), mais celles-ci sont mesurées à l'aide de paramètres économiques traditionnels. Dans l'ensemble de l'UE, 2,8 millions d'acteurs de l'économie sociale représentent plus de 6 % des emplois de l'UE<sup>39</sup>. L'économie sociale emploie 9 à 10 % de la population active en Europe occidentale, mais moins de 2 % en Europe orientale<sup>40</sup>.</p> <p>La politique de l'UE à l'égard de l'économie sociale s'est concentrée sur cinq dimensions : 1) l'accès aux fonds, 2) l'accès aux marchés, 3) l'amélioration des conditions cadres, 4) l'international et les nouvelles technologies, et 5) les modèles économiques<sup>41</sup>.</p> <p>En décembre 2021, la Commission européenne a lancé un plan d'action décennal pour l'économie sociale afin de renforcer l'investissement social et l'élaboration de politiques dans l'ensemble de la région.</p> <p>Parmi les politiques nationales ayant un impact significatif sur leurs économies, on peut citer les suivantes<sup>42</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– « Via cooperative adaptation » (loi de 2006 sur les coopératives sociales) en Pologne, qui reconnaît les coopératives sociales intégrant des personnes défavorisées</li> <li>– « Via cooperative adaptation » (loi 381/1991 sur les coopératives sociales) en Italie, qui reconnaît les coopératives fournissant des services d'aide sociale et d'insertion professionnelle</li> </ul>



## MENA

L'économie sociale est un concept naissant dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), même si l'Afrique du Nord connaît le travail des coopératives et le terme « économie sociale et solidaire ». L'idée de faire du commerce à des fins sociales est bien établie dans la région, et trouve ses racines dans les traditions islamiques du *Wakf* (dotation charitable) et de la *Zakat* (don charitable annuel).

L'économie sociale est souvent liée à l'agriculture, aux organisations confessionnelles, à la culture et aux arts créatifs, ainsi qu'à l'artisanat. En Algérie, dans certaines régions du Levant (Méditerranée orientale) et aux Émirats arabes unis, l'intérêt pour l'écotourisme, les technologies vertes et l'agrotechnologie ne cesse de croître. Il s'agit d'un mouvement émergent dirigé par une majorité de jeunes. Dans certains pays de la région, l'économie sociale est considérée comme une solution pour la création d'emplois, souvent pour les femmes et les jeunes.

Wamda est un exemple de centre régional d'entrepreneuriat contribuant à accélérer les investissements dans de nombreuses start-ups de la région spécialisées dans la santé et les technologies propres.

Le secteur est officiellement reconnu dans certains pays comme le Maroc et la Jordanie. Mais dans la plupart des pays, il y a un manque de reconnaissance formelle et l'environnement opérationnel bénéficie souvent des cadres réglementaires complexes qui constituent des obstacles pour les jeunes entreprises.

Le soutien au renforcement des capacités est principalement financé par des donateurs, ce qui signifie qu'il est souvent limité dans le temps. La plupart des centres d'incubation ne sont pas spécialisés dans l'économie sociale. Au-delà de la reconnaissance, l'accès aux fonds est souvent difficile, l'investissement social étant encore en pleine évolution.

Au Maroc, la stratégie nationale de l'économie sociale et solidaire 2010-2020 inclut un certain nombre d'objectifs visant à renforcer l'économie sociale.

Le gouvernement marocain s'est fixé pour objectif de faire passer l'économie sociale de 1,6 % du PIB en 2010 à 3,9 % du PIB<sup>43</sup>. Au Soudan, 65 % des entreprises sociales ont été créées depuis 2013<sup>44</sup>.

Les données sur les acteurs de l'économie sociale de cette région font défaut, en raison du caractère partiellement informel du secteur et de son manque de reconnaissance.



## Amérique latine et Caraïbes

L'Amérique latine et les Caraïbes constituent une région hétérogène utilisant généralement des concepts connexes de l'économie sociale, tels que l'entrepreneuriat social ou les ONG. Le terme « économie solidaire » ou « économie sociale et solidaire » est utilisé dans certains pays, tandis que d'autres emploient le terme « économie sociale »<sup>45</sup>.

Les nouveaux termes utilisés plus activement sont le « social business » ou les « B Corporations », ce qui montre l'influence des États-Unis.

Les économies de la région sont caractérisées par une importante main-d'œuvre informelle. Le niveau de reconnaissance de l'économie sociale varie d'un pays à l'autre, certains pays comme le Costa Rica reconnaissant les associations depuis 1939<sup>46</sup>.

Pour lutter contre les inégalités au Chili, le gouvernement a mis en œuvre un ambitieux plan de réformes visant à renforcer la répartition des revenus et à améliorer la qualité des services publics<sup>47</sup>.

Le Costa Rica a mis en œuvre depuis 1967 plusieurs instruments politiques importants afin de reconnaître et soutenir l'économie sociale et solidaire, et notamment un décret présidentiel en 2015 visant à renforcer l'économie sociale et solidaire<sup>48</sup>.

En Équateur, l'économie sociale représente 25,7 % du PIB du pays<sup>49</sup>, qui a pris des mesures afin de soutenir l'économie sociale<sup>50</sup>.

Région	Origine et position de l'économie sociale dans la région	Exemples de contexte politique et ampleur de l'économie sociale
 <p><b>Amérique du Nord</b></p>	<p>L'Amérique du Nord se compose de deux principaux pays : le Canada et les États-Unis. Le Canada utilise une terminologie et une compréhension européennes de l'économie sociale dans les politiques régionales qu'il a adoptées. Aux États-Unis, l'investissement à impact et un secteur philanthropique important complètent une économie traditionnellement axée sur le profit.</p> <p>Dans un sondage réalisé par la Fondation Thomson Reuters sur les meilleurs pays pour l'entrepreneuriat social en 2019, le Canada a été placé en tête, tandis que les États-Unis sont passés de la première à la 32<sup>e</sup> place<sup>51</sup>. Cette région offre une reconnaissance et une fondation matures pour un ensemble diversifié d'acteurs contribuant à l'économie sociale.</p>	<p>Au Québec, au Canada, la Loi sur l'économie sociale a été adoptée afin de reconnaître la contribution de l'économie sociale au développement socio-économique de l'État<sup>52</sup>.</p> <p>Aux États-Unis, 38 États ont adopté une législation concernant les entreprises à mission (B Corp), déréglementant l'objet des entreprises et permettant aux entrepreneurs de prendre en compte les intérêts de leurs parties prenantes en plus du profit<sup>53</sup>.</p>

Photo : Boomera, Brésil



# Bibliographie

- 1 Nations unies, *Les coopératives dans le développement social : rapport du Secrétaire général*, 2017, <https://digitallibrary.un.org/record/1298696?ln=en>.
- 2 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *L'économie sociale et la crise du COVID-19 : rôles actuels et futurs*, 2020, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=135\\_135367-031kjq7v4&title=Social-economy-and-the-COVID-19-crisis-current-and-future-roles](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=135_135367-031kjq7v4&title=Social-economy-and-the-COVID-19-crisis-current-and-future-roles).
- 3 Commission européenne, *Construction d'une économie axée sur l'humain : plan d'action pour l'économie sociale*, 2021, <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langld=en&catId=89&newsId=10117&furtherNews=yes#navItem-1>.
- 4 Ibid.
- 5 Parlement européen, *Économie sociale*, 2016, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578969/IPOL\\_STU\(2016\)578969\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578969/IPOL_STU(2016)578969_FR.pdf).
- 6 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Clarification des concepts de l'économie sociale et solidaire pour une compréhension globale, 2022*, à paraître.
- 7 Commission européenne, « Associations et fondations », 2021, [https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy-eu/associations-and-foundations\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy-eu/associations-and-foundations_en).
- 8 Organisation internationale du travail, « Coopératives », 2021.
- 9 Commission européenne, « Associations et fondations », 2021, [https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy-eu/associations-and-foundations\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy-eu/associations-and-foundations_en).
- 10 Ibid.
- 11 Commission européenne, « Les sociétés mutuelles », 2021, [https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy-eu/mutual-societies\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy-eu/mutual-societies_en).
- 12 Ibid.
- 13 Fritz, Joanne, « Limited Liability Companies (LLCs) vs. Nonprofits », *The Balance Small Business*, 1er février 2021, <https://www.thebalancesmb.com/are-llcs-different-than-nonprofits-4590145>.
- 14 Ibid.
- 15 Commission européenne, « Entreprises sociales », 2021, [https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy-eu/social-enterprises\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy-eu/social-enterprises_en).
- 16 Davoudi, L., McKenna, C. et Olegario, R., (2018), « The historical role of the corporation in society » (« Le rôle historique de la corporation dans la société »), *Journal of the British Academy*, 2018, 6(s1) : 17-47, <https://doi.org/10.5871/jba/006s1.017>.
- 17 Ibid.
- 18 Forum Économique Mondial, *Measuring Stakeholder Capitalism Towards Common Metrics and Consistent Reporting of Sustainable Value Creation*, 2020, <https://www.weforum.org/reports/measuring-stakeholder-capitalism-towards-common-metrics-and-consistent-reporting-of-sustainable-value-creation>.
- 19 CDP et al., *Déclaration d'intention pour un travail commun vers un rapport complet des entreprises*, 2020, <https://www.globalreporting.org/media/bxik1ud/statement-of-intent-to-work-together-towards-comprehensive-corporate-reporting.pdf>.
- 20 Banks, Nicola et Hulme, David, *The Role of NGOs and Civil Society in Development and Poverty Reduction (Le rôle des ONG et de la société civile dans le développement et la réduction de la pauvreté)*, Brooks World Poverty Institute, Université de Manchester, 2012, <https://ssrn.com/abstract=2072157>.
- 21 Forum Économique Mondial, *Plan d'action COVID-19, Les dirigeants en première ligne : Pourquoi les entrepreneurs sociaux sont plus nécessaires que jamais*, 2020, [https://www3.weforum.org/docs/COVID19\\_SocEnt\\_Alliance\\_Report\\_2020.pdf](https://www3.weforum.org/docs/COVID19_SocEnt_Alliance_Report_2020.pdf).
- 22 Le Global Impact Investing Network (Réseau mondial d'investissement à impact, GIIN) a mis à jour son estimation de la taille du marché de l'investissement à impact à 715 milliards de dollars en 2019, avec un taux de croissance annuel composé estimé à 9 %. Source : Global Impact Investing Network (Réseau mondial d'investissement à impact), *Enquête annuelle sur les investisseurs à impact 2020*, 2020, <https://thegiin.org/research/publication/impinv-survey-2020>.
- 23 Ibid.
- 24 Johnson, P., *Rapport sur la philanthropie mondiale : Perspectives sur le secteur mondial des fondations*, John F. Kennedy School of Government, Université de Harvard, 2018, [https://cpl.hks.harvard.edu/files/cpl/files/global\\_philanthropy\\_report\\_final\\_april\\_2018.pdf?m=1524750312](https://cpl.hks.harvard.edu/files/cpl/files/global_philanthropy_report_final_april_2018.pdf?m=1524750312).
- 25 Marchant, Natalie, « L'aide étrangère a atteint un niveau record l'année dernière. Ce que cela signifie pour la reprise mondiale post-COVID », Forum Économique Mondial, 23 avril 2021, <https://www.weforum.org/agenda/2021/04/foreign-aid-2020-covid-19-oecd/>.
- 26 Groupe de pilotage mondial pour l'investissement à impact (GSG) et Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), *Vers un environnement politique favorable pour l'investissement à impact en Asie et dans le Pacifique*, 2020, <https://gsgii.org/reports/gsg-unescap-report-towards-an-enabling-policy-environment-for-impact-investment-in-asia-and-the-pacific/>.
- 27 British Council et Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), *Le statut de l'entreprise sociale en Asie du Sud-Est*, 2021, [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/the\\_state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_south\\_east\\_asia\\_0.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/the_state_of_social_enterprise_in_south_east_asia_0.pdf).

- 28 Groupe de pilotage mondial pour l'investissement à impact (GSG) et Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), *Vers un environnement politique favorable pour l'investissement à impact en Asie et dans le Pacifique*, 2020, <https://gsgii.org/reports/gsg-unescap-report-towards-an-enabling-policy-environment-for-impact-investment-in-asia-and-the-pacific/>.
- 29 Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), *Politiques favorables à l'innovation commerciale pour un développement inclusif et durable*, 2020, [https://www.unescap.org/sites/default/files/CICTSTI\\_5\\_item5b\\_business\\_innovation.pdf](https://www.unescap.org/sites/default/files/CICTSTI_5_item5b_business_innovation.pdf).
- 30 Organisation internationale du travail, *Les femmes et les hommes de l'économie informelle : Un tableau statistique, troisième édition*, 2018, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_626831.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf).
- 31 British Council et Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), *Le statut de l'entreprise sociale en Asie du Sud-Est*, 2021, [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/the\\_state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_south\\_east\\_asia\\_0.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/the_state_of_social_enterprise_in_south_east_asia_0.pdf).
- 32 British Council, *Think Global, Trade Social* (« Penser mondialement, commercer socialement »), 2015, [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/seuk\\_british\\_council\\_think\\_global\\_report.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/seuk_british_council_think_global_report.pdf).
- 33 British Council, *Entreprise sociale et création d'emplois en Afrique sub-saharienne*, 2020, [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_and\\_job\\_creation\\_in\\_sub-saharan\\_africa\\_final\\_singlepages.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_and_job_creation_in_sub-saharan_africa_final_singlepages.pdf).
- 34 Bosma, Niels et al, *Rapport thématique spécial - Entrepreneuriat social*, Global Entrepreneurship Monitor, 2016, <http://www.gem-spain.com/wp-content/uploads/2015/03/gem-2015-special-report-on-social-entrepreneurship.pdf>.
- 35 Ministère du commerce et de l'industrie, Ghana, *Ghana Social Enterprise Policy*, [Draft], 2017, <https://seghana.net/wp-content/uploads/2021/08/SE-Ghana-Policy-Draft-1.pdf#:~:text=The%20development%20of%20the%20Ghana%20Social%20Enterprise%20Policy,to%20the%20growth%20and%20development%20of%20the%20country>.
- 36 Organisation internationale du travail, « Développement d'une politique économique sociale en Afrique du Sud (Gouvernement flamand & Département national de développement économique d'Afrique du Sud) », 2021, [https://www.ilo.org/global/topics/cooperatives/projects/WCMS\\_501549/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/cooperatives/projects/WCMS_501549/lang-en/index.htm).
- 37 British Council, *Entreprise sociale et création d'emplois en Afrique sub-saharienne*, 2020, [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_and\\_job\\_creation\\_in\\_sub-saharan\\_africa\\_final\\_singlepages.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_and_job_creation_in_sub-saharan_africa_final_singlepages.pdf).
- 38 Département du commerce, de l'industrie et de la concurrence (DTIC), gouvernement d'Afrique du Sud, « Livre vert sur l'économie sociale et solidaire », 2021, <https://www.socialeconomypolicy.org/paper/green-paper-on-the-social-and-solidarity-economy/view/social-economy-measurement-size>.
- 39 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *L'économie sociale et la crise du COVID-19 : rôles actuels et futurs*, 2020, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=135\\_135367-031kjq7v4&title=Social-economy-and-the-COVID-19-crisis-current-and-future-roles](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=135_135367-031kjq7v4&title=Social-economy-and-the-COVID-19-crisis-current-and-future-roles).
- 40 Comité économique et social européen, *Évolutions récentes de l'économie sociale dans l'Union européenne*, 2017, <https://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/files/qe-04-17-876-en-n.pdf>.
- 41 Parlement européen, *Quel avenir pour l'économie sociale ?*, 2020, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/659336/EPRS\\_BRI\(2020\)659336\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/659336/EPRS_BRI(2020)659336_FR.pdf).
- 42 Commission européenne, *Les entreprises sociales et leurs écosystèmes : Développements en Europe*, 2016, <https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=16376&langId=en>.
- 43 British Council, *Le paysage des entreprises sociales au Maroc*, 2020, [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_landscape\\_in\\_morocco.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_landscape_in_morocco.pdf).
- 44 British Council, *Statut des entreprises sociales au Soudan*, 2020, [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_sudan.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state_of_social_enterprise_in_sudan.pdf).
- 45 Organisation internationale du travail, *Économie sociale et solidaire et coopération sud-sud et triangulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes : Contributions au développement durable inclusif*, 2014, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/---coop/documents/publication/wcms\\_546401.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---coop/documents/publication/wcms_546401.pdf).
- 46 Organisation internationale du travail, *Politiques publiques pour l'économie sociale et solidaire : Évaluation des progrès réalisés dans sept pays*, 2017, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/---coop/documents/publication/wcms\\_582778.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---coop/documents/publication/wcms_582778.pdf).
- 47 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Chili : Priorités politiques pour une croissance plus forte et plus équitable*, 2015, <https://www.oecd.org/chile/chile-policy-priorities-for-stronger-and-more-equitable-growth.pdf>.
- 48 Organisation internationale du travail, *Politiques publiques pour l'économie sociale et solidaire : Évaluation des progrès réalisés dans sept pays*, 2017, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/---coop/documents/publication/wcms\\_582778.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---coop/documents/publication/wcms_582778.pdf).
- 49 Restakis, J., « Public policy for a social economy » (Politiques publiques pour une économie sociale), *Journal of Peer Production*, 2015, <https://base.socioeco.org/docs/policy-for-a-social-economy.pdf>.
- 50 Supersolidaria, *Superintendente de la Economía Solidaria habló sobre el presente y futuro del sector solidario*, 2017, <http://www.supersolidaria.gov.co/es/sala-de-prensa/noticia/superintendente-de-la-economia-solidaria-hablo-sobre-el-presente-y-futuro-del#:~:text=La%20econom%C3%ADa%20solidaria%20representa%20cerca,detr%C3%A1s%20como%20colanta%20Coopidrogas>.
- 51 Fondation Thomson Reuters, « Les meilleurs pays pour être un entrepreneur social en 2019 », 2019, <https://poll2019.trust.org/>.
- 52 Légis Québec, *Loi sur l'économie sociale*, 2021, <http://legisquebec.gouv.qc.ca/en/document/cs/E-1.1.1>.
- 53 Benefit Corporation, « Why Pass Benefit Corporation Legislation » (« Pourquoi légiférer concernant les entreprises à mission »), 2022, <https://benefitcorp.net/policymakers/why-pass-benefit-corporation-legislation>.